



Webinaire : Voies de la santé autochtone – *L'exploitation des gisements d'uranium pendant la guerre froide et son incidence sur le territoire, les cours d'eau et le mieux-être des Anichinabés*

Ce webinaire se penche sur les relations découlant des traités et les politiques de la vie, y compris :

- En savoir plus sur les conceptions autochtones du mieux-être et les liens avec le territoire.
- Comprendre comment les pratiques extractives ont compromis les terres et les cours d'eau des Anichinabés.
- Examiner comment les chefs anichinabés ont affronté les processus d'extraction et y ont résisté.
- Se familiariser avec les méthodes historiques autochtones.

Biographies



Lianne Leddy est membre de la Première Nation de Serpent River et professeure agrégée d'histoire à l'Université Wilfrid Laurier. Ses recherches portent sur la terre, l'extraction et le genre, ainsi que sur les méthodes historiques. L'ouvrage lauréat de Lianne Leddy, *Serpent River Resurgence: Confronting Uranium Mining at Elliot Lake*, a été publié par les Presses de l'Université de Toronto en 2022.

Transcription

Nicole Halbauer : Bonjour. Bonjour. Bonjour à tous. Bienvenue à notre formidable webinaire, « L'extraction d'uranium de la guerre froide et ses effets sur les terres, l'eau et le bien-être des Anichinabés », avec comme présentatrice l'incroyable Lianne Leddy, docteure en histoire.

[Présentation en sm'algyax] : *X'staam Hana'ax diwaayu, Gnahada d Pte'egu, Kitsumkalum diwil waatgu waaps K'oom.* Bonjour. Je m'appelle Nicole Halbauer. Je viens du clan Raven de la tribu Kitsumkalum de la nation Tsimshian. Je vis sur mon propre territoire traditionnel non cédé, communément appelé Terrace, en Colombie-Britannique, et je suis ici ce matin pour vous accompagner tout au long de notre webinaire. Je remercie tout le monde d'avoir pris le temps de venir aujourd'hui. C'est super!

Pour les personnes qui ne connaissent pas le Centre de collaboration national de la santé autochtone (CCNSA), nous sommes l'un des six Centres de collaboration nationale (CCN) en santé publique. Nos CCN affiliés se concentrent sur des sujets précis, notamment les maladies infectieuses, la santé environnementale, les politiques publiques favorables à la santé, les déterminants de la santé, et les méthodes et outils d'application des connaissances. Le CCNSA est unique en ce sens qu'il est le seul CCN axé sur la santé d'une population. Notre Centre appuie l'équité en santé pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis en favorisant l'utilisation de données probantes autochtones éclairées pour transformer la prise de décisions en matière de pratiques, de politiques et de programmes dans tous les secteurs de la santé publique.

Voici quelques remarques sur la tenue du webinaire que vous pouvez voir ici à l'écran : Toutes les questions adressées aux membres du panel ainsi que les questions techniques peuvent être soumises dans la fenêtre de questions et réponses. Les liens vers les ressources mentionnées par les conférenciers seront affichés dans la fenêtre de discussion. Le webinaire d'aujourd'hui est enregistré et sera disponible sur le site Web du CCNSA. Il est à noter qu'il peut y avoir quelques brèves pauses lorsque nous passons d'une présentatrice à l'autre.

Voici notre mention d'avertissement : Le contenu pourrait troubler certains participants et nous voulons vraiment nous assurer que tout le monde prend soin de son propre bien-être pendant ce processus. Veuillez communiquer avec la ligne d'écoute Espoir pour le mieux-être en composant le 1 855-242-3310. Si vous avez besoin de soutien émotionnel, la ligne d'écoute téléphonique nationale de Résolution des questions des pensionnats indiens disponible 24 heures sur 24 est également accessible en composant le 1 866-925-4419.

Le CCNSA est situé sur le campus Prince George de l'Université du Nord de la Colombie-Britannique, sur le territoire traditionnel non cédé de la Première Nation Lheidli T'enneh, qui fait partie du territoire des peuples Dakelh (Carrier).

Nous allons maintenant vous présenter la présentatrice d'aujourd'hui. La présentatrice d'aujourd'hui est M^{me} Lianne Leddy, docteure en histoire. Elle est membre de la Première Nation de Serpent River et professeure agrégée d'histoire à l'Université Wilfrid Laurier. Ses recherches portent sur la terre, l'extraction et le genre, ainsi que sur les méthodes historiques. Le livre primé de M^{me} Leddy, « Serpent River Resurgence: Confronting Uranium Mining at Elliot Lake » (la résurgence de Serpent River : faire face à l'exploitation minière d'uranium à Elliot Lake), a été publié par les Presses de l'Université de Toronto en 2022.

Les objectifs d'apprentissage de ce webinaire comprennent : 1) en savoir plus sur les points de vue des Autochtones sur le mieux-être et les liens avec le territoire; 2) comprendre comment les pratiques extractives compromettaient les terres et l'eau des Anichinabés; 3) examiner les façons dont les leaders anichinabés ont résisté et ont fait face aux processus extractifs; et 4) en apprendre davantage sur certaines méthodes historiques autochtones.

J'aimerais simplement remercier tout le monde de nous avoir rejoints aujourd'hui. Ces webinaires sont très instructifs et je me sens tellement honorée et privilégiée d'être ici pour vous présenter la docteure en histoire Lianne Leddy. Madame Leddy?

Lianne Leddy : *Aanii, Lianne Leddy n'dishinkaaz, Genabaajing n'donjiba, Waterloo endayaan.*

Je m'appelle Lianne Leddy. Je suis membre de la Première Nation de Serpent River. J'ai grandi à Elliot Lake, en Ontario, sur le territoire du Traité Robinson-Huron. Et je suis venue aujourd'hui de Haldimand Tract, Waterloo, Ontario. Le territoire de Haldimand Tract se situait à environ 9,65 km de chaque côté de la rivière Grand, promis aux Haudenosaunee après la guerre de l'Indépendance américaine. Je suis aussi présente sur le territoire du Traité Dish With One Spoon, qui nous rappelle de partager nos terres et nos ressources, et de garder à l'esprit nos responsabilités les uns envers les autres et envers les générations futures.

J'aimerais donc commencer par remercier Nicole Halbauer d'animer ce webinaire, de m'accueillir chaleureusement et d'avoir pris le temps d'être ici aujourd'hui. J'aimerais également remercier M. Daniel Sims, docteur en histoire, de m'avoir invité à prendre la parole aujourd'hui. Merci à Sarah, Lesa et Stephan du Centre de collaboration nationale de la santé autochtone de votre soutien technologique, d'avoir organisé tout cela et d'avoir fait en sorte que ce webinaire ait lieu ici aujourd'hui. *Miigwetch.*

Alors, aujourd'hui, je vais partager les travaux de recherches de mon livre « Serpent River Resurgence ». Ce livre révèle comment les forces extractives des colons compromettaient le mieux-être, la terre et l'eau des Anichinabés pendant la période de la guerre froide. Je souhaitais également utiliser cet espace pour souligner la manière dont nos dirigeants politiques étaient confrontés à l'extraction de l'uranium, dont l'héritage s'étend sur une période de 40 ans. Le livre en lui-même repose sur un mélange de méthodes d'archives, de journaux et d'histoire orale, et je remercie le personnel de Bibliothèque et Archives Canada, des Archives publiques de l'Ontario, des archives de l'Université Laurentienne, de la bibliothèque de la Première Nation de Serpent River, ainsi que de la bibliothèque publique d'Elliott Lake, de même que du système de prêts entre bibliothèques de l'Université Wilfrid Laurier pour leur aide tout au long du processus de recherche.

Surtout, je tiens à remercier la Première Nation de Serpent River et les Aînés qui ont partagé leurs connaissances avec moi. Il s'agit de Valerie Kamanda, Arnela Jacobs, Betty Jacobs, Terry Jacobs, ma défunte grand-mère, Gertrude Lewis, Frank Lewis et Peter Johnson. Beaucoup de ces Aînés sont décédés depuis que je me suis entretenue avec eux il y a des années pour ma thèse dans le cadre d'un projet antérieur, et je serai toujours reconnaissante envers eux pour leur générosité de temps et leur patience avec moi tout au long de mon apprentissage.

Je voudrais prendre un moment pour aborder les questions de terminologie. Le terme « Indien », comme nous le savons, est un nom erroné et une appellation désuète, et je ne l'utiliserai que lorsque je parlerai du ministère des Affaires indiennes ou du statut, ou à des occasions très isolées lorsque je citerai directement des sources historiques. Je reconnais que c'est un terme très troublant, et je voulais aborder le sujet dès le début avant que nous commencions.

J'aimerais commencer brièvement par un résumé général de l'histoire elle-même et de la façon dont j'y ai pris connaissance. Je suis la fille d'un mineur issu d'une famille minière et anichinabée de la Première Nation de Serpent River. La famille de mon père est venue dans la ville nouvellement établie à Elliot Lake, située sur un territoire anichinabé, pendant la vague de prospérité liée à la découverte d'uranium au cours de la guerre froide, dans les années 1950. Les activités extractives ont entraîné la destruction de la terre et de l'eau, et les déchets des mines ont été conservés dans ce que ma grand-mère appelait des lacs morts, ou zones de gestion des résidus comme on les appelle maintenant, qui parfois se déversaient dans le bassin versant de Serpent River. Au même moment, une usine d'acide sulfurique a été établie dans la réserve elle-même, et devait employer des hommes de la communauté. Au lieu de cela, ces emplois se sont avérés éphémères, tandis que l'usine a laissé des effets durables sur l'air, les arbres, la terre et l'eau. Ma défunte grand-mère,

Gertrude, faisait partie des nombreux leaders communautaires qui ont travaillé à attirer l'attention sur les effets de l'exploitation minière et à nettoyer la zone de l'usine d'acide. Et c'est comme ça que j'ai pris connaissance de cette histoire, quand j'étais enfant, en l'écoutant me raconter des histoires à sa table de cuisine, ou en l'écoutant sournoisement, comme j'aime à dire en plaisantant.

Ici, sur cette diapositive, vous pouvez voir Elliot Lake et sa proximité avec la Première Nation de Serpent River, ainsi que certains lacs et certaines parties du bassin versant qui mènent au lac Huron. Voilà, je voulais vous montrer où nous nous situons aujourd'hui. Et je voulais aussi prendre un moment pour vous montrer où nous nous situons par rapport au territoire du Traité Robinson-Huron. La Première Nation de Serpent River est située sur la rive nord du lac Huron, et bien que je fasse attention aux histoires que je raconte publiquement, la communauté est nommée d'après le serpent qui partage son territoire, et on dit que son repaire se situe là où l'embouchure de Serpent River rencontre le lac Huron.

Les Aînés de la Première Nation de Serpent River, qui ont formé un groupe appelé Elder Tea, ont publié un livre intitulé « Connected to the Land » (connecté à la terre), et je tiens à remercier Marella Schofield de m'avoir permis de citer ce livre dans le mien. Voici la citation : « La raison pour laquelle la rivière est si tordue est qu'elle a été formée par le serpent pendant qu'il se déplaçait, remuant son corps pendant qu'il voyageait » [traduction libre]. C'est la raison pour laquelle la rivière est formée de cette manière, c'est-à-dire en forme d'un grand « s ». L'importance du serpent se poursuit avec les Aînés et les membres de la communauté qui partagent des observations de temps en temps.

Ainsi, de telles histoires démontrent l'importance de la terre et de l'eau pour nous. Le territoire du Traité Robinson-Huron de 1850 a garanti la réserve de la péninsule de Serpent River, formée par cette rivière vraiment importante, ce qui démontre les liens de nos ancêtres sur tout notre territoire et ce qui allait plus tard devenir le site du village, au XIX^e siècle. Ces liens et ces relations réciproques étaient caractérisés par des utilisations traditionnelles de la terre, comme celles des familles fabriquant du sirop d'érable. Ma famille et d'autres ont continué à pratiquer le piégeage-trappage à certaines périodes de l'année jusque tard dans le XX^e siècle. Et les familles pratiquaient également l'agriculture et entretenaient aussi des jardins pour produire de la nourriture. De notre point de vue, nos ancêtres anichinabés ont continué à vivre leur vie comme ils l'avaient fait, en intégrant les changements qui répondaient le mieux à leurs besoins. Au fur et à mesure que les colons se sont installés, ces derniers ont déménagé dans le Nord de l'Ontario pour participer à la récolte du bois.

Dans les années 1980, les Aînés de la communauté ont établi un lien entre l'industrie du bois et les raisons pour lesquelles les familles sont venues s'installer de façon plus permanente dans le site actuel du village, qui a été nommé d'après l'un des propriétaires de la compagnie de bois de sciage Cutler and Savage Mill. Le site de la ville s'appelait Cutler, et tout ceci s'est produit à la fin du XIX^e siècle. Le développement de l'industrie du bois de sciage et l'arrivée du chemin de fer du Canadien Pacifique (CP) ont amorcé un processus d'extraction et de location de terres sur notre terre natale qui a facilité des événements dévastateurs du milieu du XX^e siècle après la découverte de l'uranium. Et alors que les rapports des colons décrivaient le mode de vie habituel des Anichinabés de la rive nord en termes dédaigneux, ils affirmaient également la poursuite des pratiques traditionnelles d'utilisation des terres. Ainsi, un rapport datant de 1858 a noté que, sur la rive nord du lac Huron, les Anichinabés chassaient, pêchaient, cultivaient des pommes de terre et du maïs et qu'ils faisaient le commerce des fourrures, tout en notant qu'« ils ont une vie assez nomade, vivent simplement ou restent longtemps au même endroit » [traduction libre]. Tout au long de la dernière partie du XIX^e siècle, les représentants de l'État continuaient de documenter, bien que de manière désobligeante, ce qu'ils appelaient la « nature nomade » des Anichinabés sur la rive nord et leurs liens traditionnels avec le territoire.

Pourtant, étant donné l'éloignement de la communauté des grands centres de peuplement de colons, la communauté a été en grande partie laissée seule. Comme cela a été le cas au cours des décennies passées, des personnes faisant partie d'un groupe connu sous le nom de bande de Serpent River ont participé à une ronde saisonnière axée sur la rivière et la rive nord, le long de laquelle elles vivaient habituellement pendant les mois d'été. La chasse, la pêche, la cueillette, l'agriculture limitée et le piégeage-trappage demeurent les activités les plus importantes, surtout dans les familles.

Bien que de nombreuses personnes continuent de se livrer à des déplacements saisonniers traditionnels sur l'ensemble de notre territoire, celles qui s'y sont installées ont été soumises à une surveillance croissante de la part de représentants de ce qui était alors le nouveau ministère des Affaires indiennes. Et c'est un terme que j'utiliserai tout au long de la présentation, malgré les changements de nom qui ont eu lieu au cours des XIX^e et XX^e siècles, même jusqu'à ce jour où nous avons Services autochtones Canada, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada. Je le fais aussi juste pour rester cohérente tout au long de cette présentation. Parfois, j'abrègerai aussi ce terme en utilisant l'acronyme MAI.

Dans son rapport annuel de 1874, J.C. Phipps, surintendant invité des Affaires indiennes, a fait écho aux préoccupations de 1858 concernant la vie quotidienne des habitants de

Serpent River qui disaient qu'ils ne produisaient qu'une petite quantité de maïs et de pommes de terre, et qu'ils vivaient des produits de la chasse et de la pêche. Jusqu'en 1884, M. Phipps a noté qu'il y avait encore plusieurs familles qui choisissaient de demeurer sur les terres, au moins une partie de l'année, plutôt que de s'établir dans la réserve le long de la rive nord. De plus, celles qui étaient encore, comme il l'a dit, nomades dans la plupart de leurs habitudes n'ont pas produit de cultures, mais sont venues à la réserve en été. Et nous pouvons voir que c'est ce genre de descriptions dans le dossier qui indiquent les opinions des Affaires indiennes sur les modes de vie des Anichinabés à cette époque.

Dans les années 1950, l'uranium était nécessaire pour fabriquer des armes nucléaires pendant la guerre froide, et le Canada a signé un contrat de 1,6 milliard de dollars avec les États-Unis pour leur fournir de ce métal. À la fin des années 1950, douze mines avaient été établies autour du bassin versant de Serpent River et une relation tripartite, qui comprenait des intérêts fédéraux, des dirigeants provinciaux et des dirigeants d'entreprises minières, avait fondé ce que ces derniers considéraient comme un site urbain plus convivial pour les familles. Comme beaucoup de mineurs et leurs familles, la famille de mon père a déménagé dans la ville nouvellement établie d'Elliot Lake, dans un contexte de règlements environnementaux peu nombreux. Cependant, il n'a pas fallu longtemps pour que les gens, colons et Anichinabés, remarquent un déclin de la santé du bassin versant de Serpent River. Vous pouvez voir ici une carte du bassin hydrographique en relation avec les mines et les bassins de résidus, ou les zones de gestion des résidus.

De façon si révélatrice, la preuve documentaire traite beaucoup du tourisme, qui était une industrie secondaire importante à cette époque, le long de la rive nord, car de nombreuses communautés étaient facilement accessibles par le chemin de fer Trans-Canada. La gestion des voies navigables et la sécurité de l'eau hors réserve incombaient à la province de l'Ontario. Les employés provinciaux ont soulevé des préoccupations au sujet de la santé des espèces de poissons dans le bassin versant de la rivière Serpent River et le long de la rive nord. J.S. Ball, qui était forestier de district, a soulevé des questions sur la qualité du poisson dans sa lettre à C.F. Schenk, superviseur à la Direction de la biologie de la Commission des ressources en eau de l'Ontario, et il a écrit : « Pour votre intérêt, nous avons eu de nombreux rapports selon lesquels les truites de lac capturées dans les lacs Elliot Lake et Big Quirke Lake ne sont pas propres à la consommation et ont une odeur qui leur est très distinctive lorsqu'elles sont cuites. Un de nos pêcheurs commerciaux était au lac Big Quirke Lake en 1961 et y a capturé des quantités équitables de truites de lac. Cependant, les truites de moins de 5 lb étaient très rares. L'un de nos représentants a observé que même à la fin d'octobre et en novembre, les truites femelles n'avaient apparemment pas relâché leurs œufs » [traduction libre].

Les employés locaux de la Direction de la pêche et de la faune du ministère des Terres et Forêts de l'Ontario étaient également au courant des problèmes que pose le poisson dans la région. George Vozech du ministère des Terres et Forêts a rapporté qu'il y avait des truites dans le lac Quirke qui avaient encore des œufs de trois ans, une indication importante de problèmes de frai. En termes simples, « si le nombre de jeunes poissons était en déclin et que les femelles ne frayaient pas comme elles le devraient, les employés du ministère craignaient que la santé de la population ne soit menacée » [traduction libre].

Certains représentants gouvernementaux ont continué de minimiser ces menaces pour la santé humaine, malgré les conclusions de leurs propres études internes. Une note de service d'octobre 1964 de G.D. Clark de la Direction de la pêche et de la faune s'intitulait étonnamment « Radioactive Pollution » (pollution radioactive), et contenait des déclarations contradictoires sur la radioactivité dans la région ainsi qu'au sujet de la santé des poissons et de leur aptitude à la consommation. Il a écrit : « J'ai vérifié auprès de la Commission des ressources en eau de l'Ontario et j'ai constaté que, selon elle, le niveau de radioactivité dans les lacs comme Quirke et Whiskey, et aussi loin que Lauzon, est 10 fois plus élevé que ce qui est considéré comme tolérable pour une exposition à vie. Elle ne considère pas qu'il y ait de risque de contact occasionnel avec des personnes venant de zones à faible risque. Les concentrations observées dans les poissons sont inférieures à celles observées dans les autres organismes, la végétation et le lac en général. Les poissons sont rares dans certains lacs à haut risque, mais aucune objection ne peut être vue pour les touristes pêchant dans ces lacs maintenant largement utilisés à cette fin. Par conséquent, elle ne nous conseille pas de fermer tous les lacs à la pêche à la ligne » [traduction libre].

Ainsi, nous pouvons voir que les représentants gouvernementaux n'ont pas tenu compte de la possibilité d'une pollution continue par des ruptures de barrage sur les sites de résidus, sans parler de l'impact des utilisations traditionnelles anichinabées du poisson, de la faune et de l'eau. Le fait de ne pas reconnaître que les gens dépendaient des ressources reliées à ces lacs et rivières, ou, en fait, comprendre l'existence d'une vision traditionnelle du monde qui met l'accent sur la connectivité de la création était une façon importante pour les représentants gouvernementaux de compromettre le mieux-être communautaire de la Première Nation de Serpent River au nom de la promotion du succès économique.

Dans la communauté, les Aînés que j'ai interviewés avaient des souvenirs communs qui soulignaient les liens familiaux avec la terre et le réseau hydrographique. Terry Jacobs se souvient que son père avait gagné sa vie en chassant et en pratiquant le piégeage-trappage près de Black Creek, qui faisait partie de ce bassin versant. Mais ce moyen de subsistance

a été compromis par la pollution de la rivière. De plus en plus d'Aînés de sa génération se rendaient compte que la population animale avait diminué et que les espèces qui restaient, le castor en particulier, avaient été affectées au point où cela menaçait la capacité de la communauté à récolter. Betty Jacobs se souvient que son beau-père a dû cesser complètement ses activités de piégeage-trappage en raison de la mauvaise qualité de ses peaux et de la difficulté à les obtenir, décrivant que la fourrure était de mauvaise qualité et se rompait lors de la récolte. Terry Jacobs a décrit un changement générationnel dans la dépendance à la terre à la suite de cette pollution et de la perte de riches ressources. Les Aînés avant lui avaient été capables de chasser et de pratiquer le piégeage-trappage comme avant, mais cette pollution liée à l'exploitation minière signifiait qu'ils ne pouvaient plus le faire parce que « la viande pourrait être contaminée » [traduction libre].

Cet historique personnel contient non seulement des renseignements importants sur les changements dans l'accès de la communauté aux ressources au fil du temps, mais il souligne également l'une des principales préoccupations des membres de la Première Nation de Serpent River au sujet de l'uranium et de ses effets sur notre bien-être. Ce n'est pas seulement le fait inquiétant que les modes de vie traditionnels ont été perturbés, c'est aussi qu'ils peuvent rendre malade un individu. Désormais, la connectivité, qui avait toujours fait partie de la vie et de la compréhension du mieux-être, menaçait la vie. La contamination des rivières a continué de poser un danger pour la vie quotidienne dans la communauté.

En 1976, Santé et Bien-être social Canada a finalement envoyé une lettre à la cheffe Lorena Lewis l'informant explicitement que les résidents ne doivent pas boire l'eau de la rivière. Il y était écrit : « Selon les dernières études du gouvernement provincial, la contamination radioactive de Serpent River est supérieure aux niveaux acceptables pour les normes d'eau potable. Si l'un des membres de la bande de Serpent River obtient de l'eau potable de la source, il devrait s'arrêter immédiatement » [traduction libre]. Toutefois, cette lettre d'avertissement a été rédigée 12 ans après la publication du premier rapport de 1964 sur la contamination de l'eau et au moins 14 ans après que la Commission des ressources en eau de l'Ontario eut appris ce problème.

Et cela nous amène à une question de compétence qui met l'accent sur la nature systémique de la mauvaise santé et des disparités en matière de santé. En effet, la province de l'Ontario avait une norme de sécurité de trois picocuries par litre. C'était l'unité de mesure de la radioactivité. Et des échantillons de la rivière à la réserve ont été mesurés, indiquant un nombre à hauteur de 6,2 picocuries par litre. Cependant, le gouvernement fédéral ne considérait pas ce niveau de radioactivité comme étant très

dangereux, car son niveau de sécurité, au niveau fédéral, était défini comme étant de 10 picocuries par litre. Et bien que les communautés de colons puissent être protégées par ces normes provinciales, malgré leur vulnérabilité à la pollution des cours d'eau découlant des activités minières à Elliot Lake, la Première Nation de Serpent River était régie par des normes fédérales, car les Indiens inscrits et les terres qui nous sont réservées relèvent de la compétence fédérale.

Dans un article paru dans le *Globe and Mail*, qui mettait en lumière cette inégalité fondée sur l'autochtonité, le représentant de la Fraternité nationale des Indiens, Lloyd Tataryn, a été paraphrasé ainsi : « Il est mal d'avoir des normes différentes pour les blancs et les Indiens. Les Indiens de la réserve de Serpent River étaient autorisés à ingérer jusqu'à 10 picocuries par litre, tandis que les chalets des Blancs en amont étaient protégés par la norme plus stricte de 3 picocuries » [traduction libre]. Ce n'est que dans les années 1970 qu'on a attiré l'attention sur le fait que les normes fédérales en matière de radioactivité dans l'eau potable différaient de celles du gouvernement provincial, mais il a fallu faire du lobbying de la part de la Première Nation de Serpent River et de la Fraternité nationale des Indiens pour remédier à cette disparité systémique.

Je veux maintenant parler de l'usine d'acide Noranda. Aujourd'hui, beaucoup de gens considèrent l'usine d'acide et la pollution des rivières comme une cause de maladie importante et de mauvaise santé générale dans la communauté. L'usine a fonctionné de 1957 à 1963 et a fermé une fois que l'industrie de l'uranium a fait faillite après le non-renouvellement du contrat américain.

En 1987, ma grand-mère a réfléchi à l'établissement de l'usine et à plus de 30 ans de luttes avec le gouvernement fédéral, et elle a écrit : « En tant que membre de la bande de Serpent River, j'ai assisté à des réunions en 1955 avec des représentants de Noranda Mines et du MAI. Je peux encore entendre les gens du ministère des Affaires indiennes nous dire que nous n'avions rien à craindre. La bande a essayé de demander son propre avocat, mais on lui a dit que le ministère des Affaires indiennes s'occuperait très bien de nos intérêts. Nous avons eu des incendies de soufre à tout moment pendant les mois d'été. Par une journée chaude et venteuse, on peut voir la poussière rouge de calcium s'envoler sur la route 17 et on peut la sentir en conduisant dans notre communauté. La santé de notre peuple nous préoccupe » [traduction libre]. Et il était clair pour les membres de la communauté que l'industrie minière leur avait causé du tort, ainsi qu'à leurs familles, tant en matière de santé que de terres traditionnelles. Gertrude Lewis voyait ces deux concepts comme étant intimement liés, et dans son esprit, la santé de la communauté était liée aux feux, à la poussière, aux odeurs et à l'histoire plus large de la communauté et de sa relation coloniale avec le MAI.

L'usine a fermé en 1963. À cette époque, la majeure partie de l'établissement a simplement été abandonnée au milieu de la communauté. Vous pouvez donc voir ici sur cette photo quelques-uns des déchets. Une première tentative de nettoyage des bâtiments a eu lieu en 1969 dans le cadre de l'exercice appelé « Exercise Powder Serpent » après que le chef Bill Meawasige a fait pression sur les médias et le gouvernement. Il s'agit d'une photo tirée du rapport de cette opération, qui a été prise par les militaires avec la permission des Affaires indiennes. Mais cela a simplement causé la dispersion des déchets sur une plus grande zone au milieu de la communauté. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 qu'on a fait plus de travail pour nettoyer le site, et c'est encore une fois grâce au travail de nos leaders communautaires.

Entre-temps, de nombreuses études ont été menées pour vérifier la santé des terres et de l'eau dans la communauté, et les leaders communautaires ont continué de faire pression sur le gouvernement pour qu'il procède à un nettoyage approprié. Pendant que ce processus était en cours, les leaders de la Première Nation de Serpent River ont commandé une étude professionnelle pour quantifier le coût humain de la pollution afin de soutenir davantage leurs revendications. La D^{re} Rosalie Bertell, Sœur Grise et militante éminente de la santé publique qui avait travaillé au sein des projets des Nations Unies dans le monde entier, a commencé à étudier les effets sur la santé que l'exposition sévère au soufre avait sur les résidents de la région. Les leaders de la Première Nation de Serpent River avaient demandé à la D^{re} Bertell, alors spécialiste de la santé publique au Forum jésuite pour la Foi et la Justice Sociale, de mener une étude comparative préliminaire sur la santé entre la Première Nation de Serpent River, la Première Nation de Mississauga et la Première Nation de Sagamok, ce qui signifie que ces trois communautés sont voisines.

La D^{re} Bertell a conçu un questionnaire auquel la plupart des familles vivant dans la réserve de Serpent River ont été invitées à répondre grâce à l'aide de deux membres de la communauté formés. La D^{re} Bertell a également effectué des questionnaires auprès des membres de la communauté et a visité le site elle-même, parlant avec les membres ainsi qu'avec le personnel de santé. Il est important de noter que la D^{re} Bertell et son équipe s'intéressaient à une étude communautaire qui examinait non seulement la santé des travailleurs masculins, que ce soit en tant qu'ouvriers d'usine ou de mine, mais aussi la santé des femmes et des enfants dans la communauté.

Les rapports qui en sont résultés établissent un lien entre la pollution causée par l'uranium et l'usine d'acide dans la réserve et de graves problèmes de santé à long terme chez les membres de la réserve. Les incidents inhabituels de maladies chroniques et graves dans la communauté ont été les plus importants. Dans son premier rapport, qui était un rapport conjoint sur la santé impliquant les réserves de Serpent River,

Mississauga, et Spanish River – qui est maintenant la réserve de Sagamok – publiée en janvier 1984, le pourcentage total de résidents déclarant un type de maladie était de 50 % dans la Première Nation de Serpent River, comparativement à 45 % à Mississauga et à 39 % à Sagamok. Ce rapport explique la raison de cette divergence : « Les conditions favorables à la santé ne sont pas les mêmes que dans les trois réserves, Spanish River – maintenant, Sagamok – étant la réserve la plus propice à la santé. Puisque les hommes et les femmes de Serpent River signalent des maladies chroniques à un taux plus élevé que dans les autres réserves, les problèmes peuvent être environnementaux. En général, les hommes déclarent plus de maladies chroniques que les femmes, ce qui peut indiquer des différences liées à la profession » [traduction libre].

Selon l'étude de la D^{re} Bertell, les effets toxiques de l'usine d'acide compromettaient la santé globale de la communauté. Elle avait également conclu que, « tout comme les maladies chroniques sont plus fréquentes à Serpent River, les grossesses se terminant par la mort fœtale le sont également. La perte de ces grossesses semble liée à la mauvaise santé maternelle, à certaines expositions professionnelles et peut-être à la pollution de l'environnement » [traduction libre]. Le taux plus élevé de ces cas chez les résidents de la Première Nation de Serpent River, conjugué à la tendance à la prévalence des maladies chroniques en nombre plus élevé que chez les Premières Nations voisines, a clairement indiqué qu'il y avait une tendance de préoccupations en matière de santé attribuable à l'emplacement de la Première Nation de Serpent River. La plus grande différence entre la réserve de Serpent River et les autres Premières Nations semblables dans la région était l'existence de l'usine d'acide, qui était une source connue de pollution environnementale.

La deuxième étude comparative de la D^{re} Bertell, qui a eu lieu l'année suivante, énumérait plusieurs problèmes de santé communs chez les travailleurs masculins de la communauté et les classait par hommes qui travaillaient dans l'usine d'acide, ceux qui travaillaient dans les mines d'uranium d'Elliot Lake et ceux qui venaient d'autres communautés et qui avaient donc un degré d'exposition plus faible. L'étude s'est appuyée sur un questionnaire envoyé à chaque ménage des trois communautés. 68 % des réponses provenaient de la communauté de Serpent River. Les données indiquent une fréquence et un taux de maladies plus élevées chez les membres de la Première Nation de Serpent River que dans les deux communautés voisines. La D^{re} Bertell a constaté que 14,3 % des travailleurs des usines d'acide souffraient de bronchite chronique, tandis que 9,1 % des hommes d'autres professions ont également signalé être malades. Les problèmes respiratoires indiquaient que l'exposition aux irritants décrits par la D^{re} Bertell était importante et de grande portée au sein de la communauté, indépendamment de l'emploi de l'homme de ces ménages particuliers. L'étude de la D^{re} Bertell a également conclu que 16,2 % des hommes de la réserve qui ne travaillaient pas à l'usine d'acide, et

qui étaient donc classés comme ayant une exposition moyenne aux émissions, ont déclaré des problèmes oculaires définis comme la cécité ou une mauvaise vue, contre 2,8 % d'hommes d'autres Premières Nations qui n'ont pas travaillé sur le site, classés comme ayant eu une faible exposition. En effet, les problèmes oculaires signalés par les résidents de la Première Nation de Serpent River étaient si nombreux qu'en 1974, le Bureau de santé d'Algoma a demandé une aide spéciale pour les traiter.

En plus des problèmes respiratoires et oculaires, les troubles cutanés étaient fréquents chez les résidents de la communauté, en particulier chez les enfants qui nageaient à Aird Bay. Les usines d'acide, je ne sais pas si vous pouvez bien les voir sur la photo, mais elles se trouvent près de Aird Bay sur la rive nord du lac Huron. Selon le rapport, « dès 1974, ces éruptions cutanées avaient été signalées. Les représentants gouvernementaux ont parfois écarté ces symptômes comme probablement causés par un parasite commun sur la rive nord, qui a causé des démangeaisons chez des nageurs » [traduction libre]. Les éruptions cutanées, cependant, n'apparaissaient pas lorsque les enfants nageaient dans d'autres régions. Et alors qu'un type d'éruption cutanée était caractérisée comme « des taches rouges sur les bras et les jambes après la baignade, qui disparaissaient en une demi-heure ou une heure et demie, un autre type comprenait des taches rouges plus graves avec des cloques » [traduction libre].

La D^{re} Bertell a rapporté que le problème de santé d'un des enfants était si difficile à diagnostiquer qu'il a été envoyé à Toronto pour y subir des examens. Le rapport de la D^{re} Bertell, qui a été réalisé avec la collaboration des membres de la Première Nation de Serpent River, a souligné les conséquences sur la santé que l'extraction de l'uranium et l'usine d'acide sulfurique avaient eue sur la communauté en des termes occidentaux quantifiables qui seraient compris par les représentants du gouvernement et le public des colons. En collaborant avec des experts externes indépendants de la surveillance du MAI, les membres de la communauté de la Première Nation de Serpent River ont réussi non seulement à attirer l'attention sur ce qui se passait, mais aussi à obtenir le type de conseils externes de tiers comme les leaders communautaires l'avaient souhaité. Cela avait été refusé à la communauté lors de la création de l'usine d'acide d'origine.

Un exemple important de mobilisation communautaire dans cette histoire est le deuxième nettoyage de l'usine acide, à la fin des années 1980. À ce moment-là, les leaders communautaires réclamaient toujours un nettoyage approprié du site et avaient pris part à plusieurs études et séries de négociations. L'expérience avait montré aux leaders communautaires que le gouvernement ne protégeait pas leurs intérêts, et ils ont donc entamé leurs propres négociations. Le ministère des Affaires indiennes n'était pas un protecteur bienveillant. Il a continué à entraver les objectifs de la communauté et, par

conséquent, les membres de la communauté se sont lassés des réunions interminables et des promesses d'études. Les leaders de la Première Nation de Serpent River cherchaient de plus en plus à mobiliser l'opinion publique pour attirer l'attention sur les problèmes dans la réserve et pour exercer des pressions sur le gouvernement afin qu'il réponde aux demandes d'indemnisation et de remise en état des terres.

En février 1986, le chef Earl Commanda a d'abord menacé de bloquer la route Transcanadienne qui traverse la communauté. Le conseil de bande a adopté une résolution en janvier déclarant que « si nous n'obtenons pas de réunion avec le ministre, il est probable qu'une telle mesure soit prise » [traduction libre], a-t-il déclaré au *Elliot Lake Standard*. « Nous avons parlé de ce type de mesure en guise de protestation contre l'absence de réponse du ministère des Affaires indiennes » [traduction libre]. Et bien que le chef Commanda ait décrit les entreprises ainsi que le ministère provincial de l'Environnement, les organismes fédéraux, Environnement Canada et Santé Canada comme étant disposés à coopérer et à appuyer le nettoyage, il a rejeté la responsabilité du retard sur le ministère des Affaires indiennes : « Notre propre ministère des Affaires indiennes est l'endroit où les choses s'enlisent » [traduction libre], a-t-il dit. Le MAI avait voulu bloquer les discussions et les mesures afin de savoir, par l'intermédiaire du ministère de la Justice, qui était vraiment responsable du nettoyage. Le chef Commanda a rappelé l'implication initiale du MAI et lui a rejeté la faute : « Ils ont commis un abus de confiance. Ils ont brisé notre confiance en permettant à l'usine d'y être construite » [traduction libre]. Le chef Commanda a été plus explicite la semaine suivante : « On m'a dit qu'un blocage de 24 heures de la route 17 mettrait l'industrie de l'uranium à genoux. Nous pourrions attirer une attention négative de bien des façons. On arrive à un point où on ne s'en soucie plus. La ligne du CP traversait la réserve et nous avons aussi une ligne d'électricité d'Ontario Hydro » [traduction libre].

À la fin de septembre, les leaders communautaires étaient de plus en plus impatients. Keith Lewis, planificateur de la Première Nation de Serpent River, a déclaré à la presse : « La négociation discrète nous a amenés là où nous en sommes aujourd'hui, mais elle ne nous mène nulle part et nous sommes obligés d'envisager d'autres options » [traduction libre]. Ces autres options comprenaient le blocage de la route et de la ligne principale du CP reliant l'Est à l'Ouest, la coupure de la ligne de transmission d'Ontario Hydro sur la rive nord et le déplacement des déchets toxiques jusqu'au bord de la route elle-même.

En octobre, le chef Commanda a tenu une conférence de presse annonçant que les membres de la communauté transféreraient les déchets à l'extérieur de la réserve s'il n'y avait pas de réponse immédiate du gouvernement. Cet automne-là, avant que la neige ne tombe, la communauté a déplacé environ 26 camions de déchets de l'usine d'acide

jusqu'au bord de la route Transcanadienne et a mis en place une pancarte décrivant le rôle du MAI dans l'établissement de l'usine et son hésitation à fournir des fonds pour l'enlèvement des déchets. Cette pancarte indiquait : « Un hommage au gouvernement du Canada, voici les restes de ce qui était autrefois l'usine d'acide de Cutler.

9 000 chargements de camions de déchets contaminés, détenus et exploités à des époques consécutives par Noranda Mines et CIL. L'usine a fermé en 1963, nous laissant ce grand héritage. Le MAI a négocié le bail au nom de la bande et l'a réglé sans nous inclure. Les membres de la bande indienne de Serpent River leur dédient le site en reconnaissance de leur quête incessante du bien en notre nom. Dieu protège la Reine » [traduction libre].

La dédicace ironique au gouvernement fédéral a révélé un souvenir collectif de trahison et le sentiment d'amertume de longue date au sujet des trois décennies qu'il a fallu au MAI pour corriger la situation. Les mots « quête incessante du bien en notre nom » étaient un commentaire particulièrement tranchant. Et bien sûr, « Dieu protège la Reine » ne faisait pas seulement référence à un passé colonial, mais aussi aux schémas coloniaux continus qui définissaient la relation de la communauté avec l'État et la souveraine. La communauté a conclu le Traité Robinson-Huron de 1850 en tant que partenaire dans les négociations, mais la pollution qui en a résulté et la lenteur des mesures ont exposé l'érosion de ces promesses et de la relation de nation à nation.

Les déchets sont restés au bord de la route Transcanadienne pendant plus d'un an, alors que la Première Nation de Serpent River continuait de chercher d'autres moyens de négociation et de protestation. Juste avant la longue fin de semaine de la fête du Canada, le 29 juin 1988, la communauté a mis le feu à l'amoncellement de déchets toxiques : « La pile de déchets dédiée au gouvernement fédéral est maintenant en feu et le chef Commanda a dit qu'elle pourrait brûler pendant des jours ou des mois » [traduction libre], a rapporté le *Toronto Star*. « Bien qu'il n'y ait pas de flammes ou d'étincelles, la fumée peut être vue sur des kilomètres et une odeur d'œuf pourri imprègne la région, irritant le nez et la gorge des résidents et des voyageurs sur la Transcanadienne. Le matériau de combustion contient du soufre, de la pyrite, de la calcite et du ciment » [traduction libre].

Lorsqu'on lui a demandé de décrire les manifestations et les autres mesures prises pour attirer l'attention sur les questions de remise en état des terres, Peter Johnson, l'un des Aînés avec qui je me suis entretenue, n'a pas fait de distinction entre les réunions politiques au centre-ville de Toronto et le type de manifestation publique visible qui a eu lieu en 1988. En fait, il s'est souvenu que les réunions et les manifestations étaient intimement liées comme un effort coordonné dans un cas précis. La communauté avait prévu une journée de manifestation au sein de la Première Nation pour coïncider avec une

plus grande réunion à Toronto à laquelle ont participé plusieurs ministères et leaders communautaires. Comme M. Johnson m'a raconté au cours de notre entrevue, ils ont allumé les feux exprès, fermant la route Transcanadienne à l'endroit où elle traversait la réserve pendant que les leaders communautaires assistaient à cette réunion de Toronto. Et comme il l'a dit : « Nous avons tiré le meilleur parti de cette manifestation et nous sommes allés à cette réunion à Toronto. Nous leur avons dit : "Si vous allumez votre télévision ce soir ou si vous l'allumez tout de suite, vous découvrirez ce que nos concitoyens au niveau communautaire ressentent. Vous ne vous adressez pas simplement à nous, les leaders communautaires qui se trouvent ici. Nous représentons les concitoyens au niveau communautaire et les choses risquent de dégénérer" » [traduction libre].

Et cette mesure directe a fonctionné. Moins d'un mois après avoir incendié le tas de déchets toxiques, le gouvernement fédéral a cédé. Le 20 juillet 1988, il a été signalé que le Conseil du Trésor avait autorisé un programme de financement de 5,7 millions de dollars et que l'enlèvement des déchets commencerait en février.

Et c'est ainsi qu'a pris fin la deuxième tentative de remise en état des terres de l'usine d'acide pour la communauté, mais il reste encore des problèmes, comme vous pouvez le voir ici, sur cette photo que j'ai prise il y a un peu plus de 10 ans maintenant. Des problèmes demeurent encore en ce qui concerne les roches qui restent orange ainsi que l'odeur de soufre.

Je voulais terminer avec une photo d'une vue à vol d'oiseau de la rivière, une photo si profondément liée à notre histoire et à notre bien-être. Après des décennies de lutte contre la pollution des cours d'eau et la menace de catastrophes causées par les déversements de résidus, en plus de l'héritage de l'usine d'acide, la Première Nation de Serpent River avait une solution attendue depuis longtemps à l'un des problèmes provoqués par l'industrie de l'uranium. Ses leaders ont défendu sans relâche les intérêts de la communauté et se sont fait de plus en plus entendre dans les négociations avec divers ministères, ainsi qu'auprès de la presse. Le nettoyage de l'usine d'acide en 1988-1989 était dû en grande partie aux efforts de nos leaders communautaires et du reste de la communauté. Notre utilisation avisée des médias a poursuivi la tradition du chef Bill Meawasige, qui a amorcé la tendance dans les années 1960. Mais 20 ans plus tard, les leaders menaçaient également de bloquer la route avec les déchets de l'usine afin de faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il assainisse le site.

L'usine avait été créée pour faciliter l'industrie minière, mais elle a laissé derrière elle des effets néfastes sur la santé et l'environnement avec lesquels la communauté a dû vivre pendant des décennies. La conscience politique de la communauté, bien qu'elle ne soit

pas nouvelle en soi, a été rendue plus évidente pour les colons et le gouvernement alors que les leaders communautaires luttait pour récupérer la terre. Les leaders communautaires ont pu faire appel à un grand nombre de personnes soucieuses de l'environnement et de la santé publique pour faire pression avec succès en faveur du processus de remise en état des terres de 1988-1989. Lorsque cela ne suffisait pas, ils forçaient le gouvernement fédéral à agir. En se référant à la participation directe du MAI quant à la provenance de l'usine, les leaders communautaires ont clairement indiqué qu'il appartenait au gouvernement fédéral d'en nettoyer le site. Après des décennies de travail acharné, les membres de la Première Nation de Serpent River ont réussi à attirer l'attention sur les ravages environnementaux et sanitaires qui ont frappé la réserve elle-même ainsi que notre territoire traditionnel.

Je vais donc m'arrêter ici. *Miigwetch* de m'avoir accordé de votre temps aujourd'hui, *miigwetch* d'être venu et de m'avoir accordé du temps pendant vos journées chargées. J'aimerais également remercier le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) d'avoir commandité cette recherche.

Nicole Halbauer : Merci, Lianne. C'était très instructif, mais aussi très inspirant. J'aime le « Dieu protège la Reine » et le clin d'œil ironique de la pancarte. Ma nation est juste à côté de la région Gitksan/Wet'suwet'en, qui est célèbre à travers notre pays pour la résistance dont a fait preuve sa communauté, et j'ai juste l'impression que le concept du clin d'œil ironique, le fait de bloquer la route et tout le reste, parle à mon âme.

Il est maintenant au tour des participants de poser des questions à la docteure en histoire Lianne Leddy, dans la fenêtre de questions et réponses. Un de nos techniciens en coulisses affichera vos questions dans notre clavardage pour que je puisse les lire et les poser à Mme Leddy, et nous pourrons avoir une merveilleuse conversation avec elle. Veuillez donc y soumettre vos questions.

Le début de votre exposé sur le lien avec la terre et la façon dont le mode de vie était représenté comme étant nomade par rapport à un mode de vie axé sur la récolte m'a vraiment interpellée. En tant que peuple tsimshian, nous avons plusieurs maisons dans plusieurs territoires et nous sommes souvent présentés comme étant nomades, mais nous allions aux mêmes endroits chaque saison et nous avons des maisons. Nous avons aussi, comme vous l'avez dit, l'agriculture, et souvent quand vous considérez quelqu'un comme nomade, c'est un moyen facile de rejeter son agriculture, son économie, et son sentiment d'appartenance. J'ai vraiment apprécié ces commentaires.

Nous avons quelques questions : Pensez-vous qu'il existe un terrain d'entente où l'exploitation minière peut avoir lieu dans les communautés autochtones et que celles-ci puissent quand même être protégées pour ce qui est de la santé et des terres?

Lianne Leddy : Vous savez, j'ai conscience de la Déclaration des Nations Unies dans ce cas pour le consentement libre, préalable et éclairé. Je suis également consciente que certaines communautés sont prêtes à considérer l'exploitation minière sur leurs territoires, alors que beaucoup ne le sont pas, et il y a donc une diversité entre les communautés et même au sein des communautés sur la façon dont cela pourrait se faire. Mais personnellement, même si c'était possible, je ne sais pas comment nous pourrions implanter des processus miniers sur des territoires qui sont reliés aux voies navigables et aux terres, tout en protégeant notre connectivité à ces derniers.

Je reviens donc sur ce point en examinant la vision à long terme et nos liens avec la terre – ce qui est bien documenté dans notre histoire orale et même dans les dossiers du ministère des Affaires indiennes. Même si leurs propos sont désobligeants à ce sujet, vous pouvez voir que les gens sont connectés à la terre et à la patrie et ressentent cette connexion. Je ne vois pas comment l'exploitation minière peut être compatible avec cette idée de mieux-être, car elle est reliée à la terre et à l'eau.

Nicole Halbauer : Pour être clair, il y a des nations qui ont conclu des accords avec des sociétés minières, mais je pense que dès que vous commencez à créer des dommages, vous perdez l'occasion de créer le mieux-être, mais c'est juste mon avis. De plus, le montant de 1,6 milliard de dollars en 1950 a dû représenter beaucoup d'argent pour le gouvernement canadien. Mais rien de tout cela, pour être clair, rien de tout cela n'a profité à votre communauté, sauf dans certains revenus tertiaires qui n'ont même pas été stabilisés au fil des décennies.

J'ai une autre question, Madame Leddy : Comment pensez-vous que ceux qui travaillent dans le domaine de la santé publique peuvent militer ou travailler pour protéger les personnes les plus négativement touchées par les industries extractives? C'est une excellente question parce que ces processus se produisent encore aujourd'hui. Alors, qu'en pensez-vous, Madame Leddy?

Lianne Leddy : Je pense qu'en étant conscient de cela, encore une fois je reviens sur ces connexions, la santé constitue une approche globale de présenter les faits, comme je l'ai dit précédemment. Il s'agit d'être conscient qu'une santé mentale négative résulte de l'aliénation du territoire ou des relations traditionnelles avec la terre et l'eau, ainsi que de certains des aspects plus physiques que j'ai aussi décrits, comme les problèmes oculaires et les bronchites et ainsi de suite.

En ce qui concerne la santé publique, je pense qu'il est vraiment important d'être conscient des approches globales avec lesquelles nous comprenons le fait que nous sommes des êtres humains et que nous avons des liens les uns avec les autres et avec le territoire. Il est également important d'être prêt à nommer la cause de cette mauvaise santé, si vous en êtes capable dans le rôle particulier que vous occupez. Je pense qu'on a longtemps reçu un discours du type : « Eh bien, il pourrait y avoir d'autres raisons pour lesquelles vous avez cette maladie particulière ou qui pourraient justifier l'apparition de ce problème de santé » ou encore, « Nous ne savons pas si c'est lié à l'exploitation minière » ou quelque chose de ce genre. Donc, je pense que le fait de travailler contre cela – ce que nous pourrions appeler le détournement cognitif – et d'être prêt à mettre des mots dessus serait également important. Et si l'on examine certaines des approches systémiques par l'entremise de la *Loi sur les Indiens* ou du racisme systémique dans les soins de santé, on constate que les Autochtones ont encore de pires résultats que le reste du Canada.

Nicole Halbauer : Je pense que c'est vraiment important de réaliser que la paix systémique existe toujours dans notre système de santé. Et puis comme vous l'avez dit en lien avec le fait d'être la personne à nommer la cause et de ne pas se laisser dérouter, le détournement cognitif comme vous l'avez appelé est si répandu. Je sais que dans mon travail au cours des années 80 et 90, c'était tellement terrible d'essayer d'en parler. Mais peut-être que la bonne réponse était la réponse la plus évidente et la plus simple, plutôt que d'essayer constamment de prouver la cause de ces maladies de manière détournée dans 16 études différentes, pour arriver à une première conclusion et avoir perdu des années, des décennies et du temps à faire des recherches qui n'ont servi qu'à alléger le fardeau de la culpabilité d'une entité différente, non? Mais ce qui est systémique, c'est la façon dont notre gouvernement et nos systèmes protègent ces personnes, n'est-ce pas? C'est super.

Autre question : Y a-t-il eu une augmentation de l'autisme chez les enfants pendant les années d'exploitation minière et de production d'acide, et la prévalence a-t-elle changé maintenant que la zone est partiellement nettoyée et que l'exploitation minière et la production d'acide ont disparu?

Lianne Leddy : C'est une excellente question. Je ne sais pas ce qu'il en est de l'autisme, en particulier, dans ce cas. Cela ne faisait pas partie de ce que j'avais vu dans la documentation historique et donc j'aimerais vous donner une meilleure réponse, mais je ne sais pas. Il serait intéressant, et je pense important de pouvoir à nouveau nommer la cause et de pouvoir y remédier.

Nicole Halbauer : Alors, en ce qui concerne la D^{re} Roberta Bertell, avez-vous dit qu'elle était sœur?

Lianne Leddy : Oui, Rosalie Bertell. Oui.

Nicole Halbauer : Oh, Rosalie Bertell... Elle n'a peut-être même pas vérifié les cas d'autisme pendant cette période parce que je ne suis même pas sûre qu'ils auraient su comment diagnostiquer cela, étant donné la nature de ses recherches. C'est donc une excellente question.

Dans le cas de l'exploitation minière sur les territoires, les peuples des Premières Nations obtiennent-ils une redevance pour les ressources de leurs terres si l'exploitation minière a lieu sur leurs terres? Un agriculteur peut avoir des droits miniers sur ses terres. Les mêmes règlements s'appliquent-ils aux Premières Nations? Voulez-vous répondre, Lianne?

Lianne Leddy : Oui, c'est... non, pour répondre rapidement. Mais blague à part, non. C'est un endroit où il y a un territoire de réserve qui, juridiquement, est différent de nos territoires traditionnels, et donc non, ce montant de 1,6 milliard de dollars n'a pas été versé à la Première Nation de Serpent River. Enfin, il y avait des gens qui pouvaient obtenir des emplois s'ils le voulaient en tant qu'individus, mais pas au sens d'une redevance, non.

Nicole Halbauer : Oui, et je pense que beaucoup de Premières Nations négocient aujourd'hui en leur propre nom pour s'assurer que – mais quand c'était le MAI qui faisait le sale travail, le financement – s'il allait au MAI, tout allait au MAI, c'est pourquoi il y a d'énormes disparités dans les réserves. Pensez à ce qu'est une réserve, un très, très petit morceau de territoire, compte tenu de ce qu'est un territoire. Ma réserve est petite. Je peux parcourir ma réserve à pied en une heure, alors que mon territoire est si grand qu'il me faut trois heures pour le parcourir d'un bout à l'autre en voiture. Il est donc également important de se rappeler de considérer cet élément parce que le MAI ne négociait que pour les portions situées dans la réserve au cours de ces années. OK, donc –

Lianne Leddy : Je voulais revenir sur le fait que le bail de l'usine d'acide avait été transféré à la communauté, mais qu'il a été détenu à nouveau par le MAI, et qu'il ne contenait pas les mêmes types de clauses de nettoyage auxquelles nous nous attendrions aujourd'hui. C'est pourquoi l'incapacité d'embaucher nos propres avocats dans les années 1950 est devenue vraiment problématique plus tard. Désolée, je voulais juste être plus précise, comme nous parlions de la différence entre les réserves et les territoires traditionnels.

Nicole Halbauer : Eh bien, pour apporter plus de précision, même si une entente était négociée selon laquelle la communauté recevrait une partie du financement, ce financement n'était versé d'aucune façon à la communauté. Il allait au MAI qui le gérait comme bon lui semblait et au moment qu'il jugeait opportun. C'est très semblable à la façon dont le bois de notre forêt a été extrait, et nos communautés n'en ont pas vraiment profité non plus pendant cette période.

OK. Une autre question sur la fertilité, ou une question sur la fertilité : Je m'interroge sur la fertilité chez les femmes et les hommes. A-t-elle été touchée et y a-t-il eu une augmentation des pertes de grossesse? Vous abordez ce sujet chez les enfants atteints de malformations congénitales?

Lianne Leddy : Je ne peux me prononcer sur la fertilité chez les hommes, mais de la manière dont cela avait été présenté dans l'étude, il était question de mort fœtale. À Serpent River, il y a eu une augmentation de la mortalité fœtale, comme le décrit ce rapport, surtout en comparaison avec la Première Nation de Sagamok et la Première Nation de Mississauga. Donc, cela aurait aussi un effet sur la fertilité ou est évidemment, selon moi, un indicateur de fertilité. Cela est certainement lié à la justice reproductive et aux choses que nous avons en tant que femmes et familles autochtones, et à la capacité de donner la vie.

En ce qui concerne les malformations congénitales, je ne me souviens pas si, dans le rapport, cela avait été examiné en fonction du nombre d'enfants nés. Je me souviens très bien que l'aspect de la fertilité avait été traité.

Nicole Halbauer : Oui, c'est monumental. S'il y a des conséquences si profondes sur la prochaine génération, quelle catastrophe! Quel est le niveau actuel – d'abord, je tiens à remarquer que c'est ahurissant de savoir que la norme provinciale était de trois picocuries, et qu'ensuite, au niveau fédéral, elle en était de dix. Ce genre de choses suscitent la colère en moi et je ne sais pas si vous m'avez vue à l'écran, mais j'étais prête à me contenir. Quel est le niveau actuel de rayonnement dans la rivière Serpent River? Combien de temps a-t-il dépassé les normes provinciales?

Lianne Leddy : C'est une excellente question. Combien de temps a-t-il dépassé... Je sais qu'ils ont fait beaucoup de travail pour remettre en état la rivière Serpent River, surtout après la fermeture des mines dans les années 1990. Il y a beaucoup de travail à faire pour la remise en état des terres le long du bassin versant. Donc, pour ce qui est de... Je sais que le niveau est toujours surveillé en permanence – de souvenir, je ne sais pas quel est le niveau actuel de rayonnement dans la rivière Serpent River, mais c'est certainement une chose qui devra toujours être surveillée, et je pense que des rapports sont publiés sur une base annuelle pour examiner cela.

C'est quelque chose qui parle de – oh, vous avez fait livrer du café – selon moi, cela témoigne de l'importance de l'entretien permanent dans cette zone au sein de laquelle l'uranium, en particulier comme ressource qui était exploitée, va laisser un héritage extrêmement long sur nos terres et dans le bassin hydrographique. Et c'est quelque chose qui devra être surveillé en permanence.

Nicole Halbauer : Oui, c'est fou! Quand vous avez dit qu'ils trouvaient des poissons qui avaient des œufs de trois ans, j'ai eu l'impression d'être frappée par des faits tout au long de votre présentation. Comment peut-on – je veux dire, en tant que mère, je me demande comment il est possible d'être enceinte pendant trois ans. Réalisez-vous à quel point c'est malsain? Et puis le prochain cycle de stocks de poissons – je suis tout simplement sidérée par le fait que cela a pu durer si longtemps. C'est vraiment extraordinaire! J'aime vraiment que vous fassiez ce travail et que vous le rendiez si cohérent pour que ce soit... Cette présentation m'a vraiment ouvert les yeux. Comme nous venons des provinces de l'Ouest, nous avons beaucoup de problèmes très différents, mais c'est le même système qui les a créés, n'est-ce pas? L'extraction de l'uranium ne fait pas partie des enjeux de mon territoire, c'est plutôt l'exploitation forestière qui y a causé beaucoup de désastres. La situation dans laquelle nous sommes ici avec certaines de nos Premières Nations acceptant l'usine de GNL et d'autres ne l'acceptant pas. Il y a aussi les infrastructures qui traversent tous nos territoires. Tout cela a mis en évidence le fait que, par l'entremise de votre communauté, Hydro – c'était bien une ligne d'Hydro dans votre communauté?

Lianne Leddy : Oui.

Nicole Halbauer : ...la route et le chemin de fer et c'est ce qu'ils ont fait dans tout le pays. Le simple fait que vos leaders étaient si disposés à prendre des mesures à cet égard est tellement inspirant et je souhaite que tous les leaders soient aussi dévoués à cette cause et qu'ils collaborent avec les membres de leur communauté de cette façon. C'est simplement génial!

J'ai une autre question : Alors que l'exploitation minière est en pleine expansion dans le Nord de l'Ontario et que c'est une priorité pour le gouvernement dans la transition des véhicules électriques, comment proposez-vous des mesures de sécurité pour que l'histoire ne se répète pas? Et, comment trouvez-vous un juste milieu avec des priorités concurrentes? C'est une très bonne question.

Lianne Leddy : Merci beaucoup pour cette question. Si vous regardez la stratégie du gouvernement sur les minéraux critiques, elle contient tellement d'éléments différents que je ne vois pas comment ils pourraient être mis en œuvre de la façon dont c'est écrit, vous savez, en protégeant les droits issus des traités, le consentement libre, préalable et éclairé. D'autre part, le fait d'avoir besoin de ces minéraux pour, eh bien, nous nous rencontrons tous sur Zoom, ce genre de technologie qui est nécessaire pour nos véhicules électroniques et électriques aussi. C'est une chose à laquelle je pense beaucoup et je pense que cela va de pair avec l'une des premières questions, qui était, « Peut-on faire de l'exploitation minière en toute sécurité? » Et encore une fois, je parle en quelque sorte en mon propre nom dans cette période de questions et réponses, mais je ne vois pas

comment toutes ces choses s'intègrent, comment nous pouvons extraire ces minéraux critiques tout en assurant le mieux-être dans nos communautés.

Et je vois cette situation particulière que je décris dans ma région d'origine comme étant une mise en garde. Beaucoup de mes Aînés parlaient du fait que nous ne pouvions pas engager d'avocats, nous ne savions pas ce qui allait se passer dans les années 1950 et, vous savez, peut-être que nous aurions agi différemment si nous avions su. Nous savons maintenant ce qui se passe avec l'exploitation minière et avec les différents types d'exploitation minière, et nous faisons face à un autre type d'urgence. La guerre froide a rendu urgente la recherche d'uranium. Désormais, nous faisons face à d'autres types d'urgence en ce qui concerne les minéraux critiques, et nous savons ce qui se passe. Alors, utilisons ces connaissances et assurons-nous qu'il s'agit vraiment d'un consentement libre, préalable et éclairé lorsque nous entrons dans ces discussions.

Nicole Halbauer : Oui, ce consentement libre, préalable et éclairé et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) sont vraiment importants quand nous poursuivons ce genre de conversation. Et puis il doit y avoir aussi la conversation au sein de la Première Nation elle-même, entre les membres de la communauté, pour arriver à une forme de décision parce que nous voyons aussi cela... Nous n'avons peut-être pas été en mesure d'embaucher des avocats et beaucoup de gens ne réalisent même pas que, dans le Canada moderne, ces processus d'extraction se sont déroulés pendant des décennies dans nos communautés – premièrement, nos communautés n'en bénéficiaient pas de façon concrète et, deuxièmement, nous n'avons même pas été autorisés à engager un avocat pour nous défendre ou poser des questions. Il est donc très important de s'en souvenir. À l'avenir, je pense qu'il y aura des moments où l'histoire se répétera, mais il est aussi très important d'avoir la connaissance pour que nous puissions voir les signes avant-coureurs.

Nous avons une autre question, et j'aime cette question. Elle est vraiment super. Vous avez parlé de l'effet sur la santé des femmes anichinabées, comment décririez-vous leur participation en tant que femmes (je suppose dans les études), et était-elle différente de celle des hommes anichinabés? Donc, c'est une question de participation des genres parce que nous savons que dans les années 50, seuls les hommes ont été interrogés là-dessus.

Lianne Leddy : Je dois dire que j'ai le privilège d'avoir été liée à une communauté avec des femmes tellement fortes. Nous avons eu la cheffe Lorena Lewis, qui a été notre première femme chef élue en vertu de la *Loi sur les Indiens* dans les années 1970, donc peu de temps après que les femmes ont pu devenir cheffes en vertu de la *Loi sur les Indiens*. Plusieurs femmes chefs se sont succédé par la suite. Dans les années 1970, M^{me} Lewis

faisait partie d'un conseil exclusivement féminin, donc la participation, je dirais, est en fait assez forte dans notre communauté à l'échelle politique pour les hommes et les femmes qui travaillent ensemble sur ce sujet.

Une autre affaire s'est produite. Il s'agissait de soumettre ce genre de cas à des audiences de la Commission d'évaluation environnementale à la fin des années 1970, lorsqu'une discussion a émergé au sujet de l'expansion de l'exploitation minière d'uranium à Elliot Lake. Des hommes et des femmes de notre communauté se sont rendus à Elliot Lake pour assister à ces audiences. Et vous savez, ils n'étaient pas censés s'y rendre ou être présents, mais ils y sont allés et ont eu gain de cause. Il s'agissait d'hommes et de femmes qui travaillaient ensemble à ce niveau politique et c'est extrêmement important. Merci également pour cette question.

Nicole Halbauer : C'est merveilleux. Je sais que notre communauté a adopté la version du MAI du conseil de bande, mais nous élisons continuellement nos chefs héréditaires pour qu'ils soient nos chefs de bande, et notre conseil de bande est en quelque sorte établi selon notre système héréditaire. Donc, nous sommes juste... et cela semble fonctionner.

Alors, voici une bonne question, Madame Leddy : Y a-t-il des soutiens existants pour les personnes qui vivent avec ces effets tout au long de leur vie ou qui en viennent à accepter un possible diagnostic lié à ces atrocités systémiques?

Lianne Leddy : La communauté a un centre de santé pour les membres des réserves, donc il y a des programmes et des choses comme ça qui existent là-bas. Je n'en connais pas... Je ne connais rien qui cible ce cas particulier, mais je pense qu'il s'agirait de mieux-être et d'examiner les types de programmes qui sont nécessaires dans les communautés autochtones et dans notre Première Nation. C'est une question très importante et je pense qu'une partie de celle-ci concerne aussi le fait de garder vivantes les connaissances sur ces systèmes et d'être en mesure d'examiner continuellement les façons dont nous pouvons soutenir le mieux-être. La réappropriation de certaines de nos connaissances concernant les liens avec le territoire et la terre fait aussi partie de cet enjeu.

Nicole Halbauer :

Oui, la ligne directrice est tracée... pour que, quand nous avons besoin de nous sentir bien, nous puissions nous y référer et nous pouvons nous sentir bien avec elle, et si notre terre est mal, où d'autre irions-nous, n'est-ce pas? C'est fantastique. Je pense que c'est comme si nous tous dans ce pays, nous avons certains – nous avons subi tous différents préjudices, mais avons fait face au même système.

Quoi qu'il en soit, question suivante. Ha! Ha! Désolée, parfois Madame Leddy, je m'égarer dans mes propres souvenirs de ce qu'est ce pays. Alors, je vais poser la question suivante : Les Premières Nations de la région ont-elles participé à l'évaluation continue de la surveillance environnementale et à la surveillance des activités de remise en état des terres au cours de périodes plus récentes?

Lianne Leddy : Le rapport sur l'eau que j'ai mentionné, les rapports de surveillance continue de l'eau qui étaient produits sur une base annuelle, il y a une communication adressée aux leaders à ce sujet. Il y a, je ne sais pas.... Je sais qu'il y a environ 15 ans, il y a eu des échanges avec Denison Environmental Services, qui est le corps, je suppose, l'organisation. Cette compagnie était auparavant Denison Mines, et cette division est Denison Environmental, qui surveille les bassins de résidus, et il y avait eu des échanges entre l'ancien chef et au sein de la communauté et avec Denison Environmental. Je ne sais pas à quoi ressemble cette relation aujourd'hui, mais c'est certainement quelque chose qui doit continuer à se produire dans le contexte de cette surveillance.

Nicole Halbauer : Oui, c'est vraiment un aspect clé – s'assurer que ce sont les membres de notre communauté qui participent aux évaluations environnementales, aux études d'impact et à tout, et c'est vraiment essentiel. Je sais qu'à Haida Gwaii, ils ont leurs « Gardiens Watchmen »... Les Gardiens, désolée. Ils ne s'appellent plus « Watchmen ». Ils les forment et tout cela est géré par les Haida Gwaii eux-mêmes. Et donc, c'est possible partout au pays.

Au cours de votre expérience et de vos voyages, avez-vous constaté des différences entre les territoires reposant sur des traités et les territoires non cédés en ce qui concerne l'exploitation minière?

Lianne Leddy : C'est une excellente question, car je pense à d'autres territoires où... parce que l'exploitation minière se produit partout dans ce qui est maintenant le Canada. Et vous savez, je pense que je ne vois pas beaucoup d'indices qui m'amèneraient à constater une différence de traitement ou quelque chose comme cela, même depuis ma région d'origine qui repose sur un traité – ce que je veux dire c'est que je ne vois pas en quoi le traité a offert une quelconque protection lorsqu'il était temps d'établir les mines. Et donc, je ne sais pas quelle pourrait être cette différence ni à quoi elle ressemblerait, en me basant sur d'autres territoires. Je pense que la plus grande différence que je vois maintenant est l'époque. Les événements des années 1950 par rapport à ceux d'aujourd'hui, où ces discussions, espérons-le, sont beaucoup plus solides qu'elles ne l'étaient auparavant quant au fait de savoir si oui ou non une communauté décide d'aller de l'avant. Lorsqu'on compare à ce qui se passait dans les années 1950, à l'époque aucune personne provenant des sociétés minières ou de la province ne venait s'enquérir de l'opinion des personnes vivant à Serpent

River au sujet de l'exploitation minière pendant la période de la guerre froide. C'est quelque chose qui a surgi de lui-même. Il y a certainement eu un peu plus de discussion sur l'usine d'acide elle-même, mais pas sur l'existence des mines, non.

Nicole Halbauer : Oui. Et je pense que dans l'ensemble, à cette époque, c'était une relation paternelle tellement toxique entre Premières Nations. Peu importe si vous aviez un traité ou non parce que « Dieu protège la Reine » signifiait que la Reine faisait finalement ce qu'elle voulait. Elle était notre mère et nous étions ses pupilles, et c'est ainsi qu'on nous traitait – en tant qu'enfants qui ne savaient pas ce qui était le mieux pour eux. Pendant ce temps, nous étions empoisonnés, nous étions en contact avec toutes les choses toxiques qui polluaient notre quotidien depuis la colonisation.

J'aimerais donc vous inviter à poser d'autres questions. Si vous avez d'autres questions, envoyez-les. Notre équipe travaille avec diligence pour nous les envoyer. J'apprécie vraiment cette conversation, Madame Leddy. Est-ce qu'il y a une chose qui est vraiment ressortie dans vos recherches et qui vous a donné grand espoir pour continuer? Parce que cela a dû être un processus difficile. C'est votre communauté; ce sont les membres de votre famille. Cela a dû être tellement difficile d'avoir connaissance de choses au plus profond de vous-même, mais ensuite d'avoir vu les faits exposés devant vous, la façon dont ils ont été si injustement traités. Y a-t-il une chose qui vous a inspirée?

Lianne Leddy : Je pense que la relation avec ma grand-mère a été mon inspiration pour ce projet en premier lieu. Nous étions très proches et c'est la raison pour laquelle j'avais des connaissances à ce sujet, ce qui m'a aussi donné la possibilité de l'honorer à travers ce travail et d'apprendre des Aînés par la suite. Je pense que l'une des choses que je garde à l'esprit est lorsque je les écoutais parler de leur activisme. Je les ai interviewés en 2008-2009, et j'ai interviewé une autre personne en 2014. Ils parlaient des mesures qu'ils prenaient dans les années 70 et 80. C'était vraiment encourageant de regarder leurs visages s'illuminer alors qu'ils parlaient du travail incroyablement important qu'ils faisaient. Surtout comparé au fait de devoir s'asseoir dans une salle d'archives et de lire... un rapport sur l'eau ou au sujet des truites du lac Quirke et de toutes ces choses, vous savez, qui étaient très difficiles à lire au sujet des pertes de grossesses et de prendre connaissance de ces informations dans ce rapport – mais en même temps le fait de pouvoir interviewer des Aînés qui avaient fait tant de travail pour attirer l'attention sur ces enjeux et de ressentir le feu qui les anime dans leurs voix qui me poussait à continuer. Vous savez, en tant que chercheurs, nous sommes tous confrontés à différents défis qui viennent du processus d'évaluation par les pairs et de toute sorte de choses. Et je me disais que nous nous entretenons avec des gens qui ont traversé bien pire. Cela m'a poussé à avancer dans ce processus.

Nicole Halbauer : C'est si beau que j'ai presque pleuré.

Lianne Leddy : Moi aussi.

Nicole Halbauer : Je pense souvent que c'est tellement important de parler avec la prochaine génération – parce qu'aujourd'hui, j'arrive à ce moment où mes petits-enfants me rendent visite et que je peux leur raconter des anecdotes : « Oh, je me souviens quand je me suis enchaînée à un arbre », ou quelque chose de ce genre – et le simple fait de se rappeler que les histoires de ceux qui nous ont précédés sont si puissantes à cause de ce à quoi ils ont été confrontés me rappelle qu'ils ont ouvert la voie pour que nous commençons là où ils se sont arrêtés. Nous nous tenons vraiment debout sur les épaules de géants parce que sans eux, qui sait où nous serions.

OK, voici une question au sujet du poisson, ce qui est un sujet fondamental pour moi étant donné que toute ma culture dépend du saumon rouge et de l'eulachon : Y a-t-il des limitations sur le poisson, la consommation de poisson et la consommation d'eau de la rivière Serpent River aujourd'hui?

Lianne Leddy : Oui. Donc, en ce qui concerne la consommation de poisson, en Ontario, nous avons un système où le ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF) indique la quantité de poisson que l'on peut manger et si on peut en manger pendant la grossesse ou non. Donc oui, la consommation de poisson est encore limitée. Je n'ai pas fait de comparaison pour savoir ce qu'il en était dans d'autres régions, donc je ne peux pas donner de détails à ce sujet, mais il y a des gens qui pêchent encore dans les lacs et les bassins versants. Certes, la construction de chalets commence à s'y développer, mais c'est quelque chose, encore une fois, qui continue d'être surveillé pour s'assurer que... Je veux dire que ce qui me préoccupe, c'est aussi que des barrages existent encore là-bas et maintiennent ces zones de gestion des résidus confinées. Et donc, au cours de mes entrevues avec certains Aînés, ils en avaient parlé et c'est ce qui les inquiète. Ils voulaient que l'histoire continue parce qu'ils comprenaient qu'ils étaient des Aînés, mais ils craignaient aussi que ces barrages puissent se briser. Ils ont été construits par des humains et surveillés par des humains. Et qu'arriverait-il au bassin versant si quelque chose se produisait là-bas? Vous imaginez les problèmes que cela pourrait engendrer et les désastres que cela causerait?

Nicole Halbauer : Eh bien, c'est une chose effrayante, n'est-ce pas? Non seulement ils ont été construits par des humains, mais en plus de ça, par des humains des années 1950, bien avant que nous ayons toute sorte de normes, de technologies et de matériaux auxquels nous avons accès maintenant pour surveiller et entretenir les barrages. Et, vous savez, rien ne dure éternellement, donc c'est important. C'est quelque chose que nous

considérons toujours quand une industrie veut s’implanter sur notre territoire : « OK, ça, c’est vous aujourd’hui. Mais qu’en est-il de la personne qui assumera votre rôle dans 50 à 75 ans, quand mes arrière-petits-enfants voudront aller pêcher, quelque chose que vous ou un de vos... ou ce que fera quelqu’un qui assumera votre rôle aura des conséquences sur le fait que mes enfants puissent manger du poisson ou non ». Il est donc vraiment important de prendre cela en considération.

J’ai une question sur ce qui est enseigné aux enfants à ce sujet. Oups! Désolée, j’ai défilé vers le haut. Qu’est-il enseigné aux enfants de Serpent River sur cette expérience avec les compagnies minières, le MAI, et comment aller de l’avant? Cette question concerne la prochaine génération, nous ne faisons que boucler la boucle.

Lianne Leddy : Nous avons fait le tour de la question. Oui.

Nicole Halbauer : Comment armez-vous la prochaine génération?

Lianne Leddy : Non, il y a... Il y a un groupe de jeunes qui travaille juste au nord de ce qui est maintenant Elliott Lake pour se connecter à la terre, mais aussi pour en apprendre davantage sur ce projet. Donc, j’ai été, vous savez – j’ai fait un rapport communautaire qui est disponible pour les gens. J’ai été en mesure d’envoyer des copies des livres pour que les jeunes comprennent notre histoire et ce qui s’est passé sur notre territoire. J’ai fait une présentation à l’école secondaire d’Elliot Lake, la Elliot Lake Secondary School, pour parler aux élèves de cette école – certains de nos élèves de la Première Nation de Serpent River fréquentent aussi cette école. Ils vont soit à Elliot Lake, soit à Blind River. Cette histoire est également destinée aux étudiants des colons afin qu’ils soient aussi conscients de l’histoire de la terre sur laquelle ils vivent. Je pense qu’il est important de veiller à ce que les jeunes aient une compréhension de cette histoire et qu’ils sachent comment aller de l’avant, qu’ils apprécient l’importance de protéger le territoire et le travail accompli par leurs ancêtres en ce sens, vous savez, leurs grands-parents et leurs arrière-grands-parents. Je pense que cela devient vraiment important.

Nicole Halbauer : Oui, je pense que c’est aussi très important. Je pense que c’est absolument vital parce qu’au sein de ma communauté, en tant que peuple oral, nous racontons souvent dans la salle des fêtes nos histoires et notre passé, mais il y avait une documentation qui semblait ennuyeuse à l’époque, donc personne ne pense – comme si ça faisait partie du domaine administratif.

J’ai écrit un article pour notre bulletin au sujet de la résistance de nos Aînés dans les négociations avec le Canadien National (CN) et je l’ai présenté comme une histoire pour enfants. L’article a eu un énorme succès et un impact majeur sur la compréhension des

jeunes de la manière, du moment et de la raison pour laquelle ils doivent être capables de négocier à ces niveaux et de parler de leurs territoires culturels.

Quelqu'un a partagé un guide de ressources pour manger du poisson en Ontario. C'est fantastique. Êtes-vous toujours là, Madame Leddy? Allô? L'écran est gelé. Est-ce juste mon écran qui est gelé? Êtes-vous revenue? Vous êtes revenue.

Lianne Leddy : Je suis tellement désolée. Mon ordinateur commençait à s'éteindre. J'ignore ce qui s'est passé. Je n'ai rien touché.

Nicole Halbauer : C'est révélateur – vous savez quoi, je pense que vous et moi pourrions probablement parler toute la journée – mais je pense que c'était un avertissement. Alors, nous allons poser une question de plus, puis nous ferons notre conclusion et prendrons les commentaires parce que je pense que la technologie en a assez de nous.

Je me demande si c'est une mesure qui intéresserait d'autres. J'ai vécu au Nunavut pendant de nombreuses années et la résistance continue, avec succès jusqu'à présent, à empêcher l'extraction d'uranium (c'est bien!). Le nouveau traité interdit les armes nucléaires. Les Nations Unies ont explicitement noté que les peuples autochtones dans le monde – votre ordinateur, ma voix! – que les peuples autochtones à l'échelle mondiale sont plus fortement touchés négativement par les essais nucléaires, mais les effets de l'extraction de l'uranium ne sont pas encore inclus. Pensez-vous que les essais d'extraction d'uranium devraient être inclus?

Lianne Leddy : Désolée, je ne vois pas la question. Oui, je pense que cela devrait être inclus dans toutes les études que nous examinons pour déterminer les effets que ces essais ont sur nos territoires et nos peuples. Je pense que c'est encore quelque chose dont nous parlons, même pour toute sorte d'exploitation minière, en ce qui concerne les effets qu'ils peuvent avoir sur les individus et les communautés. Merci. En ce qui concerne les activités minières plus larges et la santé des peuples autochtones – oui, j'aimerais que cela se produise et qu'on ait aussi un moyen de faire de la surveillance. Parfois, nous devons faire l'effort de nous parler depuis des territoires différents pour savoir ce qui se passe. Je pense que nous avons beaucoup de similarités en matière d'expériences et je pense qu'avoir cette connaissance des effets de la santé sur nos communautés devient – je pense que c'est essentiel, pour aller de l'avant.

Nicole Halbauer : C'est fantastique. J'ai vraiment apprécié notre conversation, Lianne. J'ai vraiment l'impression que je pourrais m'asseoir ici, boire du thé et vous parler toute la journée des similarités entre ma nation, votre nation et le Canada, de l'histoire systémique que nous avons tous endurée et qui est maintenant transmise à nos enfants et à nos jeunes avec la connaissance de ce qu'ils doivent faire pour assurer les générations futures

et la santé de notre terre, et j'apprécie vraiment cela. Souhaitez-vous formuler des commentaires de clôture?

Lianne Leddy : Je voudrais juste vous remercier, Nicole. Nous avons eu une belle conversation, et j'aime créer des liens avec des gens de différents territoires et avoir une idée des similarités et des points communs que nous avons. Même si nos cultures et nos histoires peuvent être très différentes, nous avons souvent rencontré et mené les mêmes types de combats, et nous avons certainement été confrontés aux mêmes types de systèmes – les systèmes coloniaux – et donc, je tiens à vous remercier pour cette discussion. J'aimerais aussi remercier tous les autres d'avoir pris le temps de venir, d'apprendre et d'aborder vos fabuleuses questions à la fin. Je suis vraiment reconnaissante de cette expérience. *Miigwetch.*

Nicole Halbauer : Eh bien, merci beaucoup à vous Lianne, mais aussi à tous d'avoir pris le temps de nous rejoindre aujourd'hui et d'avoir posé de si belles questions. J'ai l'esprit en ébullition en ce moment, et j'ai tellement de choses auxquelles réfléchir. J'aimerais vraiment donner un grand coup de chapeau à l'équipe du CCNSA pour m'avoir invitée à m'asseoir avec la docteure en histoire Lianne Leddy et à avoir cette incroyable conversation. Je me sens tellement inspirée, revigorée, et j'ai l'impression que le reste de ma journée va être formidable parce que je vais penser aux façons de résister et à « Dieu protège la Reine », et tout ça. Oh! Je suppose que c'est le Roi maintenant.

N'oubliez pas de répondre à notre sondage sur le webinaire. Vous pouvez cliquer sur le lien qui est dans le clavardage. Au plaisir de vous retrouver la prochaine fois. Merci à tous.

Pour écouter d'autres balados de cette série, consultez « Les Voix du terrain » qui se trouvent sur le site Web du Centre de collaboration nationale de la santé autochtone, à CCNSA.ca/fr. La musique de ce balado est l'œuvre de Blue Dot Sessions. Il s'agit d'une œuvre en usage partagé, utilisée sous licence Creative Commons. Apprenez-en plus sur eux au www.sessions.blue.

Centre de collaboration nationale de la santé autochtone (CCNSA)
3333 University Way
Prince George, Colombie-Britannique
V2N 4Z9 Canada

Tél : 250 960-5250
Courriel : ccnsa@unbc.ca
Site Web : ccnsa.ca

National Collaborating Centre for Indigenous Health (NCCIH)
3333 University Way
Prince George, British Columbia
V2N 4Z9 Canada

Tel: (250) 960-5250
Email: nccih@unbc.ca
Web: nccih.ca

© 2024 Centre de collaboration nationale de la santé autochtone (CCNSA). Le CCNSA a financé la présente publication qu'une contribution financière de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a rendu possible. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles de l'ASPC.